

BACCALAUREAT BLANC 2026

BAC BLANC 2026

Epreuve : ECONOMIE	Classe : 12 ^{ème} TSECO	Durée : 4 h	COMITE PÉDAGOGIQUE
--------------------	----------------------------------	-------------	--------------------

I- Analyse de document : (5 points)

Investissement des secteurs institutionnels en valeur (en %)

	2020 Milliards d'euros	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Entreprises non financières	296.7	1.1	0.6	1.9	3.1	3.6	5.9	5.3	4.1
Entreprises financières	22.7	16.2	-18.7	20.0	8.5	8.5	12.9	0.7	15.2
Administrations publiques	86.1	3.6	-0.3	-5.5	-0.6	0.3	1.8	5.1	10.8
Ménages	118.4	-0.7	-0.5	-0.7	-1.1	3.1	8.0	3.8	5.1
ISBLSM	5.0	1.5	3.4	2.7	2.2	2.4	2.4	2.0	2.3
Ensemble	528.8	1.6	-0.5	0.5	0.8	3.1	3.1	4.7	5.8

Lecture : l'investissement en valeur des entreprises non financières a augmenté de 3,1% en 2025. Champ : France

1.-) Interprète les chiffres en gras soulignés

2.-) Calcule les valeurs des investissements

a.-) des ménages en 2019

b.-) des administrations publiques en 2019

c.-) des Entreprises financières en 2019

3.-) Quelle est l'idée principale qui se dégage de la dernière ligne du tableau ?

II- Dissertation (15 points)

Sujet N° 1 : Les économistes du club de Rome considère que la croissance infinie est une impossibilité physique en raison de la nature finie des ressources naturelles.

Consigne : A partir de tes connaissances personnelles et des documents ci-joints, tu montreras que la croissance a des effets négatifs sur l'environnement mais aussi des effets positifs sur le bien-être de l'homme

Document 1 La pollution atmosphérique

Emission de dioxyde de carbone (CO ₂) due à la consommation énergétique				
En millions de tonnes	1971	1980	1990	2003
France	435	465	355	390
Allemagne	984	1061	966	854
Royaume-Uni	627	573	560	540
Etat –Unis	4297	4668	4842	5729
Chine	800	1396	2256	3719
Monde	14 112	18 075	20 736	24 983

Source : OCDE Factor 2006.

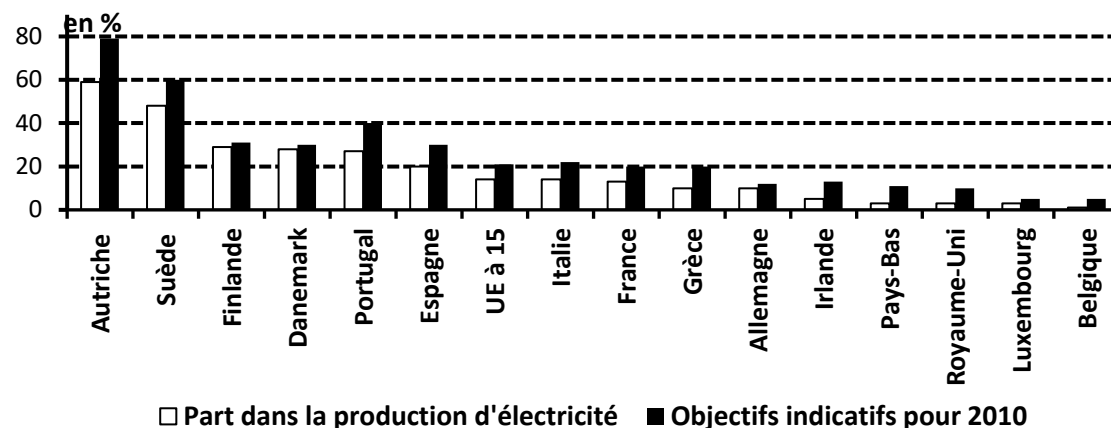
Document 2

L'analyse économique considère la pollution comme un effet externe ⁽¹⁾ négatif lié à l'utilisation gratuite d'un bien d'environnement. Cette gratuité va conduire à son gaspillage, sa dégradation ou pire, son épuisement. En effet, pour que l'allocation efficace des ressources rares puisse se réaliser dans une économie de marché, il faut que les agents économiques supportent les conséquences de leurs actes, qu'ils en paient le prix [...]. Si la dégradation de l'environnement est considérée comme une défaillance du marché, l'État peut soit se substituer à celui-ci, soit le corriger. L'État assure la réalisation d'actions

de protection et de restauration de l'environnement qui donnent lieu à des dépenses publiques (gestion des déchets, épuration des eaux). Mais il s'agit aussi comme un régulateur du marché, obligeant ou incitant les agents économiques à modifier leurs comportements dans un sens favorable à l'environnement. La typologie (d'actions) la plus simple oppose les instruments réglementaires aux instruments économiques. Les premiers imposent des contraintes, les normes par exemple ; les seconds agissent sur le système de prix afin de fournir aux agents les incitations monétaires destinées à modifier leurs comportements. Ce sont les taxes, les subventions et les marchés de permis d'émission.

Source : Annie Vallée, « Développement et environnement : les solutions économiques aux problèmes environnementaux »,

Document 3 : La part d'électricité à partir d'énergies renouvelables en Europe : comparaison entre les résultats de 2004 et les objectifs pour 2010



□ Part dans la production d'électricité ■ Objectifs indicatifs pour 2010

Source : Observatoire de l'énergie et directive du Parlement européen du 27 septembre 2001 pour les objectifs en 2010.

Document 4

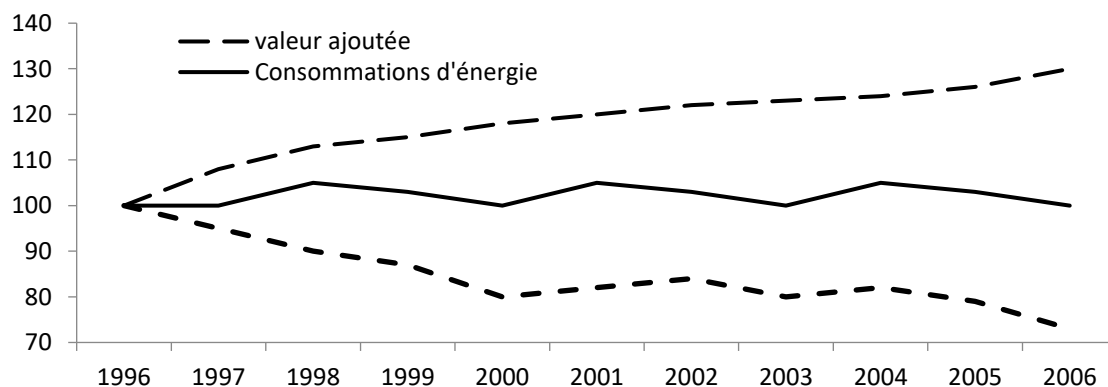
Face à de nombreux problèmes d'environnement d'ampleur mondiale, les pays doivent unir leurs efforts pour relever les défis les plus urgents de la planète et œuvrer en faveur du développement durable. Les pays en développement ont la possibilité de tirer des enseignements de l'expérience des autres pays et de « sauter des étapes » pour s'engager directement sur des voies de développement plus économes en énergie et en ressources et plus respectueuses de l'environnement. Les pays doivent œuvrer de concert pour diffuser connaissances, pratiques exemplaires et technologies afin de tirer mutuellement profit de modes de production et de consommation plus durables à l'échelle mondiale [...].

En ce qui concerne le changement climatique, plus les pays participant aux mesures d'atténuation seront nombreux, et moins il sera coûteux de réduire les émissions à l'échelle mondiale. La mise en place en 2008, par les seuls pays de l'OCDE, d'une taxe sur le carbone de 25 USD ⁽²⁾/ tonne de CO₂, aboutirait en 2030 à une réduction de 43% des émissions de gaz à effet de serre dans ces pays. Il est nécessaire de renforcer la gouvernance internationale de l'environnement afin d'assurer la mise en œuvre d'accord internationaux permettant de faire face aux problèmes environnementaux.

Source : Docs. De l'OCDE, « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon de 2030 » 2008.

Document 5

Évolution des consommations d'énergie, de l'intensité * et de la valeur ajoutée dans l'industrie en France



Source : Benoit de Lapasse et Thomas Renaud « Face à la hausse des prix des énergies fossiles puis de l'électricité », *SESSI, Le 4 pages des statistiques industrielles*, n° 204, décembre 2007.

*L'intensité énergétique est la quantité d'énergie consommée par unité de PIB. La baisse de l'intensité énergétique correspond à une meilleure efficacité énergétique.

(Indices, base 100 en 1996)

Document 6

Pauvreté peut signifier dégradation accrue de l'environnement. D'une part, pour couvrir leurs besoins vitaux, les populations pauvres sont contraintes à une destruction irréversible de leurs ressources ; la déforestation et l'érosion qui en découle en sont un exemple. D'autre part, quand la survie est en jeu, les préoccupations quant à la préservation de l'écosystème local à long terme sont reléguées au second plan. La nature constituant la base productive des populations pauvres, elles sont donc les premières concernées et affectées par une dégradation de l'environnement. Face à des catastrophes naturelles qui affectent leurs principales sources de revenus, les populations pauvres ne disposent pas d'un soutien conséquent des pouvoirs publics et de possibilités d'indemnisation. De même les conséquences les plus dommageables du réchauffement climatique porteront davantage sur les pays pauvres que sur les zones tempérées des pays riches. De surcroît, la maîtrise technologique, qui permet en général d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles, leur fait défaut et entraîne souvent une consommation destructive pour leur milieu. Le développement durable reconnaît le principe d'une double solidarité : entre les pays du nord et ceux du sud d'abord, et intergénérationnelle ensuite.

Source : Benoit Ferrandon, « Développement durable : la prise en compte de l'environnement ? ». Cahiers français, n°317, novembre-décembre 2003.

1. Effet externe (ou externalité) : expression utilisée pour désigner toute situation où les activités d'un agent économique ont des conséquences sur le bien-être d'autres agents, sans qu'il y ait des échanges ou des transactions entre eux.
2. USD : dollars américains.

SUJET N° 2 : Le progrès technique suscite autant d'inquiétudes que d'espoirs quant à ses effets sur l'emploi.

Consigne : À partir de tes connaissances et des documents joints, tu montreras d'abord en quoi le progrès technique constitue un moteur essentiel de la croissance économique, puis tu analyseras les craintes qu'il suscite sur le volume et la nature de l'emploi.

Document 1 : Contribution de la productivité à la croissance du PIB de 1990 à 2022

	Croissance du PIB (%)	Contribution du progrès technique (%)	Contribution du travail (%)	Contribution du capital (%)
États-Unis	2,4	1,5	0,5	0,4
Zone euro	1,8	1,1	0,4	0,3
Japon	1,3	0,9	0,2	0,2

Source : OCDE, *Productivity Statistics*, édition 2023

Document 2 : Le progrès technique comme moteur de la croissance

Le progrès technique occupe une place centrale dans l'analyse de la croissance économique à long terme. En effet, les travaux de Robert Solow ont montré que l'accumulation du capital et du travail ne suffit pas à expliquer durablement l'augmentation du produit intérieur brut. Une part significative de la croissance reste inexpliquée par ces deux facteurs traditionnels, ce qui conduit à introduire la notion de progrès technique. Ce dernier correspond à l'ensemble des innovations, des améliorations organisationnelles et des avancées scientifiques qui permettent d'accroître la productivité globale des facteurs. Autrement dit, avec les mêmes quantités de travail et de capital, une économie peut produire davantage grâce aux innovations technologiques. Par conséquent, le progrès technique agit comme un moteur endogène de la croissance économique. Il favorise la compétitivité des entreprises, stimule l'investissement et améliore l'efficacité des processus de production. De plus, il permet la création de nouveaux biens et services, contribuant ainsi à l'expansion des marchés et à la diversification de l'économie.

Source: Robert Solow, *A Contribution to the Theory of Economic Growth*, 1956 (Banque mondiale, 2020).

Document 3 : Évolution des emplois par secteur

Secteur	Part de l'emploi en 2000 (%)	Part de l'emploi en 2023 (%)
Agriculture	42	26
Industrie	18	22
Services numériques	5	19
Services traditionnels	35	33

Source : Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2023

Document 4 : Contribution de la productivité à la croissance du PIB

Les données statistiques montrent que la croissance économique des pays développés repose largement sur les gains de productivité, eux-mêmes étroitement liés au progrès technique. En effet, la part de la productivité dans la croissance du PIB dépasse celle des facteurs traditionnels comme le travail et le capital. Cette situation s'explique par la diffusion rapide des innovations technologiques dans les différents secteurs économiques. Les entreprises qui adoptent des technologies avancées augmentent leur efficacité, réduisent leurs coûts de production et améliorent la qualité de leurs produits.

De plus, la productivité permet une meilleure allocation des ressources. Elle favorise la montée en gamme des économies et soutient leur compétitivité sur les marchés internationaux. Ainsi, le progrès technique apparaît comme un déterminant essentiel de la croissance durable.

Source : OCDE, *Productivity Statistics*, édition 2023

Document 5 : Impact du progrès technique sur la structure de l'emploi

Le progrès technique exerce une influence ambivalente sur le marché du travail. D'un côté, il engendre des gains de productivité qui permettent aux entreprises de produire plus avec moins de main-d'œuvre dans certaines tâches répétitives. D'un autre côté, il favorise l'émergence de nouveaux métiers liés aux technologies numériques et aux services innovants.

En effet, près d'un tiers des emplois actuels dans les pays industrialisés présente un risque élevé d'automatisation. Les activités routinières, qu'elles soient manuelles ou administratives, sont particulièrement concernées par ce phénomène.

Cependant, cette transformation ne signifie pas nécessairement une disparition massive de l'emploi. Elle s'accompagne plutôt d'une recomposition qualitative du marché du travail. De nouvelles compétences sont requises, notamment dans les domaines du numérique, de l'analyse de données et des services à forte valeur ajoutée.

Par conséquent, le progrès technique constitue à la fois une source d'opportunités et un facteur d'adaptation pour les travailleurs et les systèmes éducatifs.

Source : OCDE, *Future of Work Report*, 2022